

Ecologique, mais aussi solidaire

« Les dirigeants n'entreprennent jamais que ce qu'on leur demande de faire, quelles que soient leurs opinions politiques ». C'est par ces mots, repris d'un texte de François Lenglet, rédacteur en chef à *La Tribune* (texte publié dans la revue *L'Economie politique*, numéro d'octobre 2009) que s'achevait le précédent édito de *CMM*. Sans commentaire, ce qui signifiait que *CMM* les reprenait à son compte.

Le propos mérite d'être nuancé. Pour l'illustrer, François Lenglet écrivait : « en France, c'est ainsi un président de droite, Nicolas Sarkozy, qui réinstalle l'Etat dans son rôle protecteur » [on sera en bon droit de s'étonner de cette appréciation, et de souligner au contraire combien ce président s'entête à maintenir un bouclier fiscal à juste titre très impopulaire]. Et il poursuivait : « alors qu'au milieu des années 1980, c'étaient nos socialistes qui avaient présidé au « big bang » libéral de la finance française [on pourra là aussi trouver le propos très excessif, mais on pourra concéder qu'en effet ils ont sans doute trop cédé au vent néolibéral...]. On pourra trouver des contre-exemples ; pour n'en citer qu'un : Mitterrand supprimant la peine de mort, contre l'opinion majoritaire de l'époque...

Soumis à des échéances électorales rapprochées, les gouvernements ont de toute façon du mal à penser le long terme (« après moi, le déluge ! », « à long terme, nous serons tous morts », ...).

Mais il est des sujets sur lesquels il serait nécessaire que les dirigeants politiques sachent voir plus loin que l'opinion du moment. **La question écologique**, sous toutes ses facettes (réchauffement climatique, épuisement des ressources fossiles, perte de la biodiversité, ...), est de ceux-ci. Elle **nous invite à rien de moins que de modifier notre façon de vivre** (!). Même si l'opinion prend peu à peu conscience de la gravité des problèmes auxquels l'humanité est confrontée, trop peu nombreux sont encore ceux qui prennent réellement la mesure des changements nécessaires.

Les néolibéraux, qui enfourchent désormais la crise écologique elle-même pour en faire une nouvelle « opportunité » de croissance économique et de valorisation financière, voudraient nous faire croire qu'on s'en sortira en se contentant de repeindre le capitalisme en vert. Ils nous conduiraient à une impasse. Il nous faut nous délivrer de l'espoir de transcender les limites écologiques avec des inventions techniques, dont nous savons qu'elle ne font souvent que les repousser, tout en aggravant la dégradation sociale et environnementale, comme l'illustre clairement l'exemple des agrocarburants.

La question écologique ne sera pas réglée si n'est pas remise en cause la globalisation financière. La simultanéité de l'explosion des déséquilibres financiers, sociaux, agricoles, écologiques, n'est en effet pas un hasard de calendrier, mais le signe des limites atteintes par un système qui a imposé la logique économique de rentabilité à court terme à l'ensemble des sociétés et qui a soumis ou tenté de soumettre l'ensemble des champs de la vie sociale à la logique économique.

Il n'y aura pas de rupture avec le capitalisme financiarisé sans le recours assumé à des politiques de **relocalisation de l'activité** reposant notamment sur des mesures de **contrôle des capitaux** ainsi que des **échanges commerciaux soumis à des normes sociales et écologiques**.

Le changement de cap de la politique économique pour aller vers une production de biens et de services réellement durable, ne pourra être compris et accepté (et donc n'aura des chances de réussir) que s'il satisfait à une **exigence de justice et de solidarité**. Pour modeste qu'elle soit, la taxe carbone annoncée par Sarkozy, à 17 € la tonne, ne peut être acceptée lorsqu'elle vient s'ajouter à toutes les taxes, hausses des prix, franchises médicales, hausse du forfait hospitalier, et déremboursement de certains médicaments qui viennent grignoter le pouvoir d'achat de la France d'en bas, tandis que la France d'en haut se gorge de stock-options, bonus, super-salaires et niches fiscales.

La gauche a un énorme travail à faire.

Dans une bonne partie de la gauche, **la question sociale**, à travers laquelle sont posés les conflits entre le capital et le travail, **a souvent été considérée** non seulement comme prioritaire, mais **comme exclusive** et suffisante pour assurer les transformations sociales. L'idée de limite s'y trouve encore souvent congédiée et versée au rayon des théories réactionnaires ou des ruses du « grand capital ». Il faut que cette partie de la gauche accepte de voir dans les questions du réchauffement climatique, ou de la fin du pétrole, autre chose que des préoccupations de « bobos » nantis.

Et **une autre partie de la gauche a perdu le contact avec le peuple**, et en particulier les ouvriers et employés qui constituent toujours la grande majorité de la population. Si elle veut reconquérir le pouvoir, il lui faut renouer ce contact, trouver la stratégie, le langage et les propositions qui leur redonnent des perspectives.

La France pavillonnaire, par exemple, est électoralement majoritaire ; la relégation sociale qui frappe de plus en plus les périurbains est une question sociale potentiellement explosive. La tranquillité a un coût qui se paie en temps de transport. Plus qu'ailleurs, la détention d'une automobile est nécessaire. L'augmentation inéluctable du prix du pétrole va rendre cet espace encore plus hostile qu'il ne l'est déjà pour les populations les plus fragiles. L'habitat en pavillon périurbain expose à une fragilité financière des populations nouvellement accédantes à la propriété déjà en situation de fragilité économique.

Les propositions à élaborer pour affronter le défi écologique doivent être adaptées pour prendre en compte les besoins des plus démunis.

Bonnes nouvelles

L'Union Européenne moins énergivore. Pour la première fois depuis 1990, la consommation d'électricité des ménages de l'Union européenne a baissé en 2007, selon une étude du joint Research Center, qui indique également que la consommation finale d'énergie en Europe a baissé de 1,31 % entre 2004 et 2007. (*Le Monde*, 3 décembre).

L'Etat condamné en appel pour les conditions de détention en prison. La Cour administrative d'appel de Douai, a condamné l'Etat pour les conditions de détention « n'assurant pas le respect de la dignité inhérente à la personne humaine » (toilettes « pas cloisonnées, hormis des portes battantes et un muret bas insuffisant à protéger l'intimité des détenus, ni équipées d'un système d'aération spécifique ...»). L'Etat a été condamné à payer 3000 € à trois détenus. La procédure fait tache d'huile. Plusieurs recours ont été engagés à Grenoble, Caen, Clermont-Ferrand, Nanterre, Nouméa, ... (*Le Monde*, 15-16 décembre).

Justice et mémoire

Ouverture à Munich du procès de John Demanjuk, accusé de complicité dans l'extermination de 27 900 juifs, comme gardien au camp de Sobibor (*Le Monde*, 1er décembre).

En Argentine, Alfredo Astiz, l'« ange de la mort » de la dictature, devant ses juges. Cet ex-capitaine de la marine est accusé, avec 18 autres militaires, de crimes commis dans les sinistres bâtiments de l'Ecole mécanique de la marine, le plus grand centre clandestin de tortures, où près de 5000 prisonniers politiques ont été torturés et tués. Parmi les victimes, figurent deux religieuses françaises. (*Le Monde*, 12 décembre).

Le réchauffement climatique

Himalaya : le recul des glaciers pèse sur l'avenir de l'Asie. Recouvrant près de 3 millions d'hectares, les 15 000 glaciers himalayens forment la troisième masse glaciaire de la planète après les pôles. Le massif montagneux stocke 12 000 km³ d'eau douce et constitue le réservoir des grands fleuves Indus, Gange, Brahmapoutre, Yang Tse, Fleuve jaune et Mékong. En 2007, le rapport du GIEC donnait l'alerte : « les glaciers de l'Himalaya reculent plus vite qu'en aucun autre endroit du monde, et si cela continue au rythme actuel, la plupart d'entre eux auront disparu en 2035 ». Selon, Syed Iqbal Hasnain, glaciologue indien réputé, « les données sur lesquelles s'appuyait le GIEC étaient très peu nombreuses. Sur les quatre glaciers que nous suivons régulièrement, on observe un retrait, mais il est difficile d'extrapoler. Mes collègues de Pékin prédisent une réduction de la masse des glaciers en 2070. Mais il faudrait qu'on puisse visiter mutuellement nos glaciers ». Les habitants du Ladakh, au nord de l'Inde, témoignent d'une réduction des chutes de neige dans les dernières décennies, et d'un recul des petits glaciers des vallées. Le manque d'eau, dans un pays déjà très sec, devient très préoccupant. (*Le Monde*, 25 novembre).

« A Copenhague, il faut inventer la solidarité écologique du XXIème siècle. Le succès du sommet de Copenhague se mesurera, au-delà des engagements quantifiés des uns et des autres, dans sa capacité à ouvrir la voie à un nouveau modèle économique, à la fois social et écologique, qui ne soit pas uniquement la décarbonisation de l'économie capitaliste la plus dérégulée et sauvage pour poursuivre le « *business as usual* », en plus vert. L'ampleur des bouleversements environnementaux nous impose de révolutionner notre modèle de croissance et de développement pour le rendre conforme à l'impératif écologique (...).

Urgence écologique et urgence sociale sont indissociables, car les pays en développement – et à de nombreux égards les citoyens les plus fragiles des pays développés – sont les plus exposés à la dégradation de l'environnement (...).

Je défends aussi la création d'une contribution sur les émissions de carbone liés au transport international de marchandises, qui pourrait être un prélèvement sur le nombre de kilomètres parcourus par les produits d'importation. Cette contribution favoriserait la relocalisation de la production à proximité des consommateurs, notamment pour l'agriculture et permettrait de dégager des ressources en faveur du développement durable des pays du Sud ». (*Martine Aubry, Le Monde*, 3 décembre).

Les Nations unies appellent à la prise en compte de la question démographique lors du sommet de Copenhague.

L'ONU prévoit en 2050 une population mondiale de 9,15 milliard d'humains. Un scénario médian, encadré par une hypothèse basse à 7,9 milliards et une version haute à 10,4 milliards.

Certes, un nouveau-né Nigérian promet de créer au cours de sa vie une empreinte écologique bien moindre qu'un petit Américain. Mais les pays en développement connaissent une croissance rapide et très émettrice en carbone.

Un milliard d'humains n'ont pas accès à un minimum d'éducation sexuelle et de service de santé reproductive. Les enquêtes de l'ONU montrent que 200 millions de femmes dans les pays en développement ont des besoins non satisfaits en matière de contraception.

Le financement de la planification familiale par les pays donateurs du Fond des Nations unies pour la population (Fnuap) s'est effondré, passant de 723 millions de dollars en 1995 à 338 millions de dollars en 2007, en raison notamment du désengagement des Etats-Unis, inquiets de voir leur argent financer des programmes proavortement. Un recul aggravé par les ravages des plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International sur les systèmes de santé et d'éducation de certains pays. (*Le Monde*, 19 novembre).

L'Afrique a franchi le cap du milliard d'habitants. La situation du continent est très contrastée, certaines zones connaissant une forte baisse de la natalité (5 enfants par femme au Kenya contre 8 voilà 30 ans ; 4,5 au Sénégal contre 7 il y a 25 ans). Pour le Togolais Emilien Kokou, « le problème de l'homme pauvre, ce n'est pas le taux de fécondité, c'est de faire suffisamment d'enfants pour qu'ils puissent prendre en charge la collectivité familiale. Ce calcul probabiliste explique le non-décollage de la planification familiale en Afrique. En France, on fait peu d'enfants pour leur donner le maximum de chances de réussir à l'école et dans la vie. En Afrique, les perspectives ouvertes par l'éducation sont très limitées. La vieille logique du nombre est considérée comme plus payante que celle de la qualité ». Mais Emilien Kokou ajoute : « la percée des nouvelles religions –évangélistes par exemple- éloigne les femmes de la contraception. La vivacité des traditions culturelles aussi. *(Le Monde 15-16 novembre)*.

La fin du pétrole

Un supertanker entre les mains de pirates somaliens. Le superpétrolier grec *Maran Centaurus* a été capturé le 29 novembre. Les attaques de piraterie se multiplient. Une moitié des 168 actes de piraterie commis dans le monde au cours des neuf derniers mois ont été perpétrés dans le golfe d'Aden ou dans l'Océan Indien par des forbans somaliens. Grave péril pour le commerce international des hydrocarbures. Risque de catastrophe écologique en cas d'échouement ou de collision... *(Le Monde, 3 décembre)*.

En misant sur l'aéronautique, les Emirats arabes unis préparent l'après pétrole (!). Airbus et un fonds souverain d'Abou Dhabi financent la construction d'une usine fabriquant des éléments d'A330 et d'A340. *(Le Monde 17 novembre) [Ils n'ont rien compris, les émirats ! Avec quoi les avions voleront-ils ? JPA]*

Aux Etats-Unis, la « Transition » prépare l'après-pétrole. Né en 2006 à Totnes, petite ville anglaise, ce mouvement a essaimé aux Etats-Unis, à Boulder, dans l'Etat du Colorado. Avec un credo : la relocalisation de toutes les productions. Les groupes créent des potagers communautaires, encouragent l'installation d'agriculteurs bio par des systèmes d'abonnement proches de ceux des Associations de maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) en France. *(Le Monde, 22 novembre)*.

France

Hausse du chômage. En octobre, le nombre de demandeurs d'emplois a progressé de 2 % par rapport à septembre, et de **25 % sur un an**. La France comptait fin octobre plus de 4 millions de personnes à la recherche d'un emploi, ayant ou non exercé une activité réduite. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an) devrait avoir pour effet de faire arriver en fin de droits une grande partie d'entre eux et de les faire basculer dans les minima sociaux. *(Le Monde, 28 novembre)*.

Un mauvais coup à l'éducation nationale : la suppression de la formation pédagogique des enseignants. Le projet que les cabinets des ministres Valérie Pécresse et Luc Chatel ont présenté le 13 novembre comme « définitif » a été accueilli par un tollé général. Pour le gouvernement, il est superflu pour les enseignants d'apprendre leur métier, il leur suffit de bien connaître la matière qu'ils enseignent. La question des méthodes pédagogiques, la prise en compte de l'hétérogénéité de la classe ? Fadaïses. Enterrés, les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM). Les jeunes profs, dont le renouvellement est important dans les années à venir, risquent d'arriver bien démunis devant les classes. *(Le Monde, 17 novembre)*.

Grave recul, la suppression du juge d'instruction ! « Les enquêtes sur les affaires politiques auront encore moins de chance d'aboutir. Si elles accouchent souvent d'une souris, au moins permettent –elles encore d'informer les Français quant à certaines pratiques crapuleuses. Cette réforme signe la fin des dossiers sensibles. Aucun magistrat du parquet n'osera plus perquisitionner chez les hommes au pouvoir. La réforme va également créer une inégalité entre les citoyens : seuls les justiciables aisés seront bien défendus. Dans dix ou quinze ans, les avocats paieront des policiers privés pour trouver des preuves à décharge, voire en inventer.

Je suis [également] choqué par l'extension du plaider-coupable au domaine criminel. Cette procédure revient à instaurer une forme de marchandage, à dire au justiciable : « si tu ne reconnais pas les faits, tu risques tant ; si tu les reconnais, tu risques moins. » Là encore, seuls ceux qui auront les moyens de se payer de bons avocats s'en sortiront.

De manière plus générale, je trouve que les réformes en cours réduisent la liberté de décision du juge. » *(Eric Halphen, Téléràma, 11 novembre)*.

Un avis du Conseil de l'Europe du 20 novembre contredit les orientations de la réforme de la procédure française. Procureurs et juges européens réclament l'indépendance du parquet (par rapport au pouvoir exécutif). Déjà, le 30 septembre, l'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe indiquait que « les procureurs doivent pouvoir exercer leurs fonctions indépendamment de toute ingérence politique », et invitait la France à « revoir le projet de suppression du juge d'instruction ». *(Le Monde, 21 novembre)*.

Les policiers en ont « ras le bol », de la politique du chiffre. A l'appel du syndicat SGP-FO-Unité Police, majoritaire chez les gardiens de la paix et gradés, 2000 à 6000 policiers ont manifesté dans la rue, le 3 décembre. « On marche aux stats (les gardes à vue, les faits constatés, élucidés...). Quand on n'en a pas assez, on nous demande d'aller faire des *ILE* [infractions à la législation des étrangers], en contrôlant les identités, vous croyez que ça nous rend populaires dans les quartiers, ça ? », dénonce un policier expérimenté. « La prévention, ça ne ramenait pas de chiffres, mais ça marchait. On nous a fait perdre du terrain. »

Qui a dit : « est-il normal qu'aujourd'hui des étudiants, à Paris, vivent dans des caves, victimes des marchands de sommeil ? Est-il normal que des étudiantes se prostituent pour obtenir un logement ou en partager un afin de poursuivre leurs études ? (réponse p. 5).

Invraisemblable régression, la réforme des collectivités territoriales. En 2014, toutes les élections locales seraient organisées le même jour. Les conseillers régionaux et les conseillers généraux seraient remplacés par des « conseillers territoriaux », appelés à siéger dans les assemblées départementales et régionales. Ces conseillers, exerçant deux mandats, devraient être élus pour 80 % d'entre eux au **scrutin uninominal majoritaire à un tour** dans de nouvelles circonscriptions électorales redécoupées, qui conservent l'appellation de « cantons ».

Le système accorde le siège au candidat arrivé en tête et met fin au système actuel à deux tours qui privilégie les alliances et les désistements. [Le nouveau système favorise ainsi – et c'est bien le but – la droite, rassemblée au sein d'un même parti, l'UMP, et défavorise la gauche, éclatée en nombreux partis...JPA].

Voilà ce qu'on pouvait lire dans le numéro d'octobre de CMM. Mais ce projet a d'autres défauts : il va faire chuter la parité hommes - femmes parmi les élus ; il sera source d'inefficacité et de confusion ; et **il va affaiblir les régions** (c'est sans doute aussi l'un de ses buts réels) :

« Malgré leur jeunesse (créées en 1982), les régions ont transformé les territoires, impulsant une stratégie économique et d'emploi sur le long terme, rénovant tous les lycées, réhabilitant la formation professionnelle, révolutionnant les transports ferrés régionaux, investissant dans la recherche, initiant de nouvelles pistes de développement durable dans tous les secteurs : agriculture, industrie, bâtiment, énergies renouvelables, éducation (...).

Une avancée dans la décentralisation signifierait identifier un pilote en confiant clairement la politique du logement aux intercommunalités, l'action sociale aux départements, et le service public de l'emploi aux régions. En effet, pour qu'une embauche ou une recherche d'emploi soit couronnée de succès, il est nécessaire de coordonner ce continuum qui va du lycée ou du centre de formation d'apprentis à l'entreprise, en passant par la formation professionnelle, la recherche et l'université (...).

Rapprocher les départements et les régions relève du pur contresens. Si on peut concevoir deux blocs institutionnels avec d'une part, celui des « investissements stratégiques, avec l'Europe, l'Etat et les régions, et d'autre part celui des départements, des intercommunalités et des communes, qui ont déjà établi des partenariats de proximité sur les solidarités humaines et territoriales, **moins de 10 % des financements des régions sont croisés avec les départements.**

Comment prétendre clarifier aux yeux du citoyen les compétences de chacun s'il ne voit qu'un élu pour deux collectivités qu'il a déjà du mal à distinguer ? Chaque élection fera l'amalgame de deux projets ou de bilans contradictoires, défendus par des élus hybrides. C'est ce conflit d'intérêts permanents qui se traduira inéluctablement par un recul démocratique et un affaiblissement de la région. » (Alain Rousset, PS, président du conseil régional d'Aquitaine, Le Monde, 11 décembre).

Cachez cette pauvreté que je ne saurais voir. « A Clichy-sous-Bois, le revenu annuel moyen, par famille est de 9 000 € par an, la proportion de non-diplômés demeure à 45%, le taux de chômage reste deux fois plus élevé qu'au niveau national, la ville n'est toujours pas desservie correctement par les transports. Nous sommes toujours dans un ghetto. En réalité, **la logique du ghetto arrange tout le monde.** La société fabrique des situations extrêmes, mais ce qui compte, aux yeux des classes moyennes et supérieures, c'est que cela reste invisible et qu'on n'en parle pas trop. Les pauvres, surtout s'ils sont noirs et arabes, on les met à Clichy-sous-Bois en pensant, sans trop le dire ou se l'avouer à soi-même, qu'on préfère les avoir là-bas, à distance, plutôt que dans la classe de sa fille ou de son fils ». (Claude Dilain, maire PS de Clichy-sous-Bois).

C'est passé à la télé. « A.D.A. : l'argent des autres ». Les dérives du capitalisme mises à nu au théâtre. La pièce, excellente, écrite il y a vingt ans par un homme d'affaires new-yorkais devenu dramaturge, démonte la guerre que se livrent un ingénieur passionné par sa fabrique de cadres métalliques et un financier vautour fondant sur les entreprises en difficulté.

(Antenne 2, le 31 octobre, avec Michel Boujenah et Pierre Vanneck). [Belle illustration du passage du capitalisme de la période des « trente glorieuses » à la mondialisation financière que nous connaissons aujourd'hui. Chacun pourra dans sa vie quotidienne avoir observé cette mutation. A France Télécom, par exemple, on est ainsi passé du slogan « les hommes qui relient les hommes » à « créer de la valeur pour l'actionnaire »...]

Idées. « **Nous devons penser ce que serait un monde sans croissance** », écrit Daniel Cohen, professeur de sciences économiques à l'Ecole normale supérieure (Le Monde, 8 décembre). Extraits.

« Nous étions passés d'un monde malthusien - où la rareté guidait les comportements - à un monde de croissance continue, grâce aux progrès techniques et sociaux. Le XXIème siècle pourrait connaître un retour au monde malthusien.

Si tel était le cas, le supporterions-nous, comme le pensent les théoriciens de la décroissance ? Je n'en suis pas sûr du tout. Entre 1970 et aujourd'hui, le salaire médian des Français a doublé (...). Pourtant, les Français ne s'estiment pas plus heureux dans la situation actuelle qu'en 1970, au contraire même. Autrement dit, ce qui rend heureux est la perspective de croissance. Je ne crois pas que l'on puisse s'en passer. »

Mais il ajoute plus loin : « nous devons penser ce que pourrait être un monde qui n'aurait pas trouvé le moyen de perpétuer sa fuite en avant planétaire dans une croissance perpétuelle. N'existe-t-il pas d'autres voies, d'autres critères, qui permettraient de remplacer les fonctions sociales remplies aujourd'hui par la croissance économique ? Par exemple, la fonction de distinction sociale que permet la possession de biens matériels ne pourrait-elle pas être théâtralisée, symbolisée par d'autres moyens ? c'est ce que nous devons, aujourd'hui, penser et débattre. »

[Et surtout, les attraits illusoire de la multiplication des gadgets qui nous envahissent ne pourraient-ils pas être avantageusement remplacés par **l'augmentation, pour chacun, du temps de vivre, du temps libéré ? JPA]**

Une lettre du Père Noël. « Cette année, je ne vais pas distribuer que des jouets neufs, mais aussi des jouets d'occasion. Ils sont tout aussi amusants que les jouets neufs, et c'est bien de leur donner une nouvelle vie. Il faut économiser les matériaux, car notre Terre s'épuise. Et puis, comme me l'apprend un article de Politis, daté du 10 décembre, le marché du jouet est dominé par une poignée de

multinationales américaines comme Hasbro, McDonald's, Mattei et Disney, qui exploitent, dans des usines sous-traitantes en Chine (là où sont produits entre 70 et 80 % des jouets vendus dans le monde), de 3 à 5 millions d'ouvrières, qui gagnent en moyenne 3,50 € par jour (15 fois moins qu'un ouvrier français), en travaillant dans des conditions proches de l'esclavage, et en étant exposés quotidiennement aux produits chimiques. On n'a pas besoin de jouets coûteux pour bien s'amuser. Gros bisous à tous les enfants, de 0 à 77 ans (et même plus) ! »

Grand Paris : un métro dans les champs de betteraves.

Le projet de loi de Christian Blanc sur le Grand Paris a été adopté par l'Assemblée nationale. Il prévoit une double boucle de 140 km (le Grand Huit), qui enrubannerait Paris d'ici à 2030, et assurerait des liaisons rapides entre les pôles économiques de La Défense, Saclay, Villejuif, Noisy, Saint-Denis et les aéroports d'Orly et de Roissy. Les travaux du métro commenceraient fin 2013.

« Quelle est l'utilité d'un métro automatique, conçu d'abord pour relier des entreprises à des entreprises », demande M. Lacoste, directeur-adjoint de l'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (Iaurif). Et à l'heure du changement climatique et de la fin du pétrole, quel est l'avenir du transport par avion ?

A l'inverse de ce projet technocratique, le schéma directeur de l'Ile-de-France (SDRIF), établi par la Région à l'issue d'une intense concertation, et validé à l'unanimité au printemps, est plus proche des besoins quotidiens des Franciliens.

« Il plaide désormais pour une métropole compacte : densification économique et résidentielle de la première couronne et intensification des transports collectifs dans toute la banlieue. Le plan transport s'appuie sur les métros, le RER et des tramways. (...) Une adaptation du système de transport est [en effet] nécessaire pour connecter les lieux de résidence aux emplois et services publics de la région. Un réseau n'irriguant pas l'ensemble des territoires n'améliorerait guère l'efficacité du marché du travail. Pis, il creuserait les inégalités sociales et territoriales. (...) Conseil régional ou maires d'Ile-de-France, les élus de tous bords s'offusquent de ne pas avoir été associés aux travaux [de Christian Blanc sur le Grand Paris].

Focalisé sur le métro automatique et les prochaines élections, l'Etat bloque administrativement le SDRIF et rechigne à participer au plan de transport régional (...).

Dans les faits, la poursuite simultanée d'un plan gouvernemental et d'un schéma régional ouvre un conflit de légitimité majeur qui risque d'être paralysant ». (Frédéric Gilli, économiste et géographe, *Le Monde*, 24 novembre).

Montrouge. Et vous, avez-vous été sondé ? J'ai été appelé au téléphone par une personne d'un institut de sondage; les questions portaient sur ce qui me semblait prioritaire au niveau de l'action municipale, et sur l'appréciation que je portais sur les différents aspects de l'action municipale (personnes âgées, logement, petite enfance, animation, culture, appréciation portée sur l'aménagement de la place en face de l'ex-centre administratif, communication, ...); complétées par âge, situation professionnelle, affinités politiques... L'enquêtrice n'a pas su répondre à ma question sur le commanditaire de ce sondage, mais en raison des questions posées, j'ai tout lieu de penser qu'il s'agit de la municipalité... A moins qu'il ne s'agisse d'un parti politique ?

Les citoyens de Montrouge seront-ils informés des résultats de ce sondage ? Ou au moins les élus ? Y aurait-il moyen de savoir si la commune dispose d'un "budget sondages" ? » JPA

Qui a dit ? Réponse à la question de la page 3 : Etienne Pinte, député UMP des Yvelines, qui, isolé dans son camp, soutient les réquisitions d'immeubles vacants organisés par le collectif Jeudi noir.

Courrier des lecteurs

NJ : C'est toujours avec grand plaisir que je lis ton journal. Je me permets de publier certains articles que je trouve d'utilité publique sur ma page FB.

CV : Ne confondons pas "économie de marché" et société de marché ! Il n'y a guère de société sans marché, d'une manière ou d'une autre, même sous Staline ! Il n'y a guère qu'une économie de guerre, de pénurie, régulée administrativement, qui réussisse à étouffer les échanges de biens et de service. Il manque des nouvelles locales dans ta feuille.

YM réagit à l'article « Fin du nucléaire », que voici rappelé : « En 2008, pour la première fois depuis 1966 (mise en route du 1^{er} réacteur nucléaire destiné à la production d'électricité), aucun réacteur nucléaire n'a été mis en route. Si, officiellement, une quarantaine sont toujours en construction, plus de la moitié des chantiers sont à l'arrêt depuis de nombreuses années. Et on nous parle de « relance » ! Une vaste manipulation médiatique (*Silence, octobre, qui ajoute qu'aux Etats-Unis, le 27 juin, Obama a fait adopter son projet de loi pour la lutte contre le réchauffement climatique. Le texte confirme l'engagement du président à ne pas accorder de finances publiques au nucléaire. Les aides publiques iront aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables. Mais à l'inverse, l'Allemagne se prépare à prolonger la vie de ses centrales, et la Grande Bretagne annonce la création de nouvelles centrales...*). »

10 ans entre le permis de construire et le couplage au réseau ... Où est la manipulation ?

Où as-tu pris que la moitié des chantiers sont à l'arrêt ? Retards, peut être – et dans certains cas c'est tant mieux – mais arrêt, non, ÇA SERAIT PLUTÔT LE CONTRAIRE. FIN DU MORATOIRE EN Allemagne ? Suède, bientôt Italie... N'est pas Corine Lepage qui veut !

Maintenant, si tu as envie de payer très cher de l'énergie qui vient quand elle veut, ou, mieux encore, de t'en passer 22 h sur 24, viens faire un tour avec moi au Nigéria, où je suis en ce moment, et explique leur que leur situation est idéale..

JPB. J'ai reçu et lu le document de Jean Marie Harribey et Dominique Plihon, "Sortir de la crise globale", que tu m'as envoyé. J'étais déjà assez "fan" de Harribey, dont j'avais lu une contribution à l'Université de Lausanne de 2001 * qui m'avait un peu "redressé" à une époque où je croyais "dur comme fer" à la Fin du Travail.

Il me vient une toute petite idée, que me suggère la partie "conclusions" de l'article précité :

"Il faut faire reculer le financement de l'économie par le marché et revenir à un financement bancaire, soit à partir de l'épargne, soit grâce à la création monétaire (on se reportera à l'ouvrage pour trouver une série de mesures d'urgence pour aller en ce sens)."

L'idée, que j'applique personnellement depuis un an est la suivante : "inciter les gens à quitter les établissements bancaires impérialistes et utiliser le système bancaire coopératif et solidaire". Ainsi, je suis en train de quitter progressivement une grande banque française faisant partie des "majors" (la BNP) et j'ai mis mes comptes au "CREDIT COOPERATIF", une banque du groupe de l'Economie solidaire.

Le problème avec les jeunes, c'est, d'après mes enfants, dont deux d'entre eux viennent d'emprunter pour se loger, c'est que des banques comme la BNP sont les plus attractives lorsque l'on a une situation protégée (c'est à dire quand les emprunteurs ne présentent pas de risques du type "sub-primés aux Etats-Unis). Sans cela, une de mes filles qui approuve ma démarche, en aurait fait autant !

Qu'en penses tu ? J'aimerais avoir une ou des réaction(s) à ma suggestion, qui n'est peut-être pas si originale que cela. Très amicalement.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.